

Exportation de marchandises militaires du Canada

**Rapport annuel
1998**

exportations



LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01014278 7

Annual report export of
military goods from Canada

Exportation de marchandises militaires du Canada

Rapport annuel 1998

Novembre 1999

Direction des contrôles à l'exportation

Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Internet : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

exportations



Table des matières

Avant-propos	1
Politique de sécurité et contrôle des armements	1
La politique de contrôle des exportations et sa mise en application.....	4
Statistiques sur les exportations militaires	6
Notes sur la méthodologie	8
Tableaux et graphiques	9
Tableau 1 : Ventilation des exportations de marchandises militaires selon les catégories de sécurité et de revenu (P.N.B.) par habitant	9
Graphique 1 : Exportations de marchandises militaires par catégorie de destination.....	10
Tableau 2 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination	11
Tableau 3 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination et groupement de composantes	14
Tableau 4 : Exportations de marchandises militaires par numéro d'article de la LMEC.....	26
Annexes	27
Annexe 1 : Liste des pays membres de l'OTAN et des pays désignés (armes automatiques) (LPDAA)	27
Annexe 2 : Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar.....	28
Annexe 3 : Description du Groupe 2 (matériel de guerre).....	29
Annexe 4 : Renseignements additionnels	31

Avant-propos

Politique de sécurité et contrôle des armements

La promotion de la paix et de la sécurité internationales est un objectif clé de la politique étrangère du Canada et elle constitue un des trois piliers de l'Énoncé de politique étrangère du gouvernement de 1995, *Le Canada dans le monde*, à savoir «la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable». C'est pourquoi le Canada milite activement en faveur d'accords de contrôle des armements et de désarmement ainsi que de mesures qui favorisent la transparence et la confiance aux niveaux régional et mondial.

Le Canada a pour politique de reconnaître le droit de toutes les nations de satisfaire leurs besoins légitimes de défense. Ce droit est d'ailleurs enchâssé dans la Charte des Nations Unies. Par contre, le Canada est d'avis que le surarmement peut avoir un effet déstabilisateur à la fois sur la sécurité immédiate de la région et sur l'ordre mondial.

Le Canada travaille activement à promouvoir une transparence plus grande du commerce des armes classiques. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) publie le présent *Rapport annuel sur l'exportation de marchandises militaires du Canada* depuis neuf ans, soit depuis 1990. Nous nous sommes efforcés, avec le temps, d'améliorer le contenu de ce rapport, en y augmentant le niveau de détail concernant les divers types de marchandises que le Canada exporte. Nous espérons que les autres pays s'efforceront de satisfaire à la même norme d'information.

Un des pivots des efforts internationaux pour favoriser une transparence et une responsabilité accrues en ce qui a trait au commerce des armes classiques et de matériel à double usage est l'Entente de Wassenaar, convention conclue par un groupe de pays, formé en 1996, dont le Canada est un des membres fondateurs. Cette entente a pour objectif de contribuer à la sécurité et à la stabilité régionales et internationales en prévenant les accumulations déstabilisatrices d'armes classiques et de produits stratégiquement importants. Les 33 pays membres (voir annexe 2) ont des échanges sur les questions d'intérêt commun et dressent des listes des produits et des techniques à contrôler. Par leurs politiques nationales, les pays membres cherchent à s'assurer que les transferts de ces articles ne contribuent pas à l'expansion ou à l'accroissement de capacités militaires qui saperaient ces objectifs et qu'ils ne sont pas détournés vers le soutien de telles capacités.

Le Registre des armes classiques des Nations Unies est un autre instrument qui favorise la transparence, la confiance et une sécurité globale accrue. Le Canada a milité en faveur de la création du Registre des armes classiques, créé par le Secrétaire général des Nations Unies en janvier 1992, et a été parmi les premiers pays à y contribuer. Nous avons soutenu son expansion continue par notre participation aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des armes classiques, convoqué par le Secrétaire général en 1994 et 1997. Pour constituer le Registre, tenu à jour au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, tous les États membres de l'ONU sont invités à verser chaque année de l'information

sur leurs importations et leurs exportations de sept grandes catégories de systèmes d'armements classiques. Depuis la création du Registre, plus de 90 pays y ont versé chaque année de l'information, et plus de 70 d'entre eux l'ont fait de façon systématique, dont le Canada. En tout, 138 pays ont fait parvenir des données pour au moins une année. Tous les principaux exportateurs d'armements et la plupart des principaux importateurs soumettent chaque année des rapports et la plupart des régions géographiques y sont représentées. Couvrant plus de 90 p. 100 du commerce international des principales armes classiques, le Registre est aujourd'hui une source d'information importante et qui fait autorité.

Le Canada compte au nombre des pays qui communiquent aussi volontairement des données sur leurs avoirs et leurs achats militaires de produits nationaux. Ces données sont en sus du minimum exigé par les Nations Unies. Nous incitons les autres pays à transmettre eux aussi ces données et à améliorer à d'autres égards leur contribution en s'assurant que les données fournies sont exactes, complètes et accompagnées de tout autre renseignement de base pertinent.

En plus d'avoir cherché aux Nations Unies à améliorer et à enrichir le Registre, le Canada a joué un rôle de premier plan au sein des organisations régionales en stimulant le dialogue sur les données versées au Registre et en appuyant la création de registres régionaux répondant aux préoccupations de sécurité spécifiques des États membres de l'organisation. Nous avons obtenu beaucoup de succès à cet égard au sein de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Chacune de ces organisations se livre maintenant à des examens périodiques des données échangées parmi ses membres dans des versions régionales du Registre de l'ONU. Le Canada a milité en faveur de l'adoption par l'OEA, cette année, d'une convention ayant force obligatoire concernant la transparence dans l'acquisition d'armes classiques; cette convention permettra la création d'un registre régional et d'autres mesures liées à la transparence.

Le Canada a en outre joué un rôle important dans l'élaboration, en 1996, d'un ensemble de lignes directrices des Nations Unies concernant les transferts internationaux d'armes et il applique entièrement les principes régissant les transferts d'armes conventionnelles adoptés en 1993 par l'OSCE. Suite à son adoption en juin 1998, le Canada a aussi officiellement endossé le nouveau Code de conduite en matière d'exportation d'armes de l'Union européenne.

Le problème soulevé par certaines catégories d'armes, comme les mines terrestres et les armes légères, fait aussi partie du défi de la gestion des armes classiques. Quant à la question des mines terrestres, le Canada peut se réjouir de la conclusion de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, lors de la Conférence d'Ottawa qui s'est tenue du 2 au 4 décembre 1997. Jusqu'ici, plus de 130 États ont signé la Convention. Le 1er mars 1999, la Convention a acquis force de loi internationale, après avoir été ratifiée par le nombre requis de 48 États.

Le Canada a aussi ratifié les protocoles II et IV de la Convention sur certaines armes classiques, qui réglemente l'utilisation des mines terrestres et d'autres armes inhumaines.

Cet instrument demeure important, surtout pour les pays qui ne désirent pas encore signer le Traité d'Ottawa.

Le Canada, en collaboration avec des partenaires de même opinion, cherche des moyens de freiner la prolifération des armes légères qui, dans un grand nombre de pays en développement, nuisent aux efforts déployés dans les domaines de la sécurité et du développement, en plus de causer de la souffrance humaine. Le Canada adopte une approche en trois volets à ces défis, en privilégiant le contrôle des armements, la prévention de la criminalité et la consolidation de la paix aux échelons mondial, régional et national. Cette approche intégrée privilégie les questions d'offre et d'exportation et cherche à régler les problèmes de stocks excédentaires après un conflit et à réduire la demande d'armements. Le problème des armes légères est perçu comme lié à la prévention et à la gestion des conflits, au rétablissement et au maintien de la paix, et aux mesures de reconstruction après un conflit.

Dans le volet du contrôle des armements, on met l'accent sur la promotion de mesures visant plus de modération et de transparence dans les exportations légales d'armes légères. Les solutions à l'examen comprennent des codes de conduite, des initiatives de transparence et de création de registres, ainsi que des activités de sensibilisation au sein d'organismes liés à la sécurité tels l'OTAN et l'OSCE. Pour sa part, le Canada impose des contrôles stricts sur l'exportation d'armes à feu, surtout pour les armes automatiques, qui ne peuvent être exportées que vers un petit groupe de 13 pays avec lesquels le Canada a conclu des accords intergouvernementaux en matière de défense, de recherche, de développement et de production. Ces pays, qui composent la Liste des pays désignés (armes automatiques) (LPDAA), sont énumérés à l'annexe 1.

Dans le volet du contrôle de la criminalité, on privilégie des mesures visant à contrer l'important commerce illicite d'armes légères, qui est souvent lié au crime organisé international et au trafic de stupéfiants. En novembre 1997, le Canada a paraphé la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, munitions, explosifs et autres matériels connexes. Cet accord crée un régime réciproque d'autorisations d'importation, d'exportation et de transit qui porte sur tous les mouvements transfrontaliers d'armes légères, de munitions et d'explosifs. Le Canada a également préparé une ébauche de protocole concernant les armes à feu qui sera joint à la Convention concernant le crime organisé transnational, au sujet de laquelle des négociations ont débuté en janvier 1999.

Dans le volet de la consolidation de la paix, le Canada appuie une vaste gamme d'initiatives portant sur les aspects humanitaires, de gouvernance et de désarmement concret du dossier des armes légères, en coopération avec des gouvernements et des ONG de même opinion. On trouvera plus d'information à ce sujet dans un document intitulé « Strategic Framework for Small Arms Proliferation and Peacebuilding » (Cadre stratégique concernant la prolifération des armes légères et la consolidation de la paix), qui a été envoyé à un certain nombre de partenaires domestiques et internationaux.

À cet égard, le Canada considère que la Conférence des Nations Unies sur les armes légères organisée en 2001 constituera un jalon très important dans l'examen de tous les aspects du dossier des armes légères.

Le Canada a aussi participé activement aux efforts visant à endiguer la prolifération des armes de destruction massive, par exemple, en favorisant la reconduction indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et en s'efforçant de persuader d'autres pays de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ayant ratifié la Convention sur les armes chimiques en septembre 1995, le Canada a maintenant institué une Autorité nationale au MAECI qui servira de centre de liaison avec le secrétariat international de la Convention à La Haye. Le Canada cherche également à renforcer les dispositions d'application de la Convention sur les armes biologiques et à toxines. Conformément à l'engagement du Canada d'assurer un commerce responsable de biens et de technologies qui pourraient être utilisés à mauvais escient pour mettre au point des armes de destruction massive, nous participons depuis longtemps à plusieurs accords intergouvernementaux axés sur la coordination et l'échange d'information sur les exportations, dont le Groupe de l'Australie, le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles, le Groupe des États fournisseurs de produits nucléaires et le Comité Zangger.

La politique de contrôle des exportations et sa mise en application

Le contrôle des exportations de nos propres marchandises et technologies militaires est un complément important des efforts plus vastes du Canada au chapitre du contrôle des armements et du désarmement. Conformément à ses obligations internationales, le Canada tire sa définition de « marchandise militaire » de la Liste internationale de matériel de guerre, dressée et tenue à jour par l'entremise de l'Entente de Wassenaar à laquelle il est partie. Le Canada a intégré cette liste à la Liste des marchandises d'exportation contrôlée en tant qu'Groupe 2 (matériel de guerre). Ce groupe englobe les marchandises dont on convient qu'elles sont « spécialement conçues ou adaptées à des fins militaires ». La liste de Wassenaar (et par extension, celle du Canada) ne contient pas les biens civils pouvant être vendus à des fins d'utilisation militaire (par exemple, des machines à écrire ou des avions civils). Les marchandises non conçues à des fins militaires mais qui font appel à des technologies stratégiquement importantes sont comprises dans le Groupe 1 de la LMEC (marchandises à double usage). Des licences sont requises pour l'exportation de tous les biens tombant sous le coup de la définition de Wassenaar (comme un pistolet de compétition, un fusil de chasse ou une radio renforcée), peu importe que l'utilisateur final soit ou non un militaire ou un membre du gouvernement.

En vertu des lignes directrices actuelles sur la politique de contrôle des exportations, le Canada contrôle rigoureusement les exportations de marchandises et de technologies militaires vers les pays :

- qui constituent une menace pour le Canada et ses alliés;
- qui sont engagés dans des hostilités ou qui risquent de l'être sous peu;

- qui font l'objet de sanctions de la part du Conseil de sécurité des Nations Unies;
- où les droits des citoyens font l'objet de violations sérieuses et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'y a aucun risque raisonnable que les marchandises puissent être utilisées contre la population civile.

Il faut détenir une licence pour exporter des marchandises et des technologies militaires vers toutes les destinations, sauf vers les États-Unis. L'approbation du Ministre des Affaires étrangères est requise pour toutes les demandes d'exportation de marchandises et de technologies militaires offensives vers des pays qui ne sont pas des alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ou qui n'appartiennent pas à un petit groupe de pays déterminés de même orientation. Dans le cas de marchandises et de technologies militaires non offensives, le Ministre est également consulté si l'une des situations mentionnées plus haut s'applique. Avant de soumettre les demandes à l'approbation du Ministre, cependant, des consultations intensives ont lieu au sein du MAECI (entre spécialistes des droits de la personne, de la défense et de l'industrie), avec le ministère de la Défense nationale, avec Industrie Canada et, au besoin, avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux. On y examine les derniers renseignements et les meilleurs avis donnés sur les relations industrielles et de défense du Canada avec le pays destinataire, de même que la paix et la stabilité dans la région, et notamment les conflits civils, ainsi que la situation des droits de la personne, dont les tendances qui se dessinent (c.-à-d. si la situation montre des signes d'amélioration, ou si elle se détériore). On accorde une attention particulière à la documentation pour s'assurer que les marchandises sont véritablement expédiées à l'utilisateur final légitime et qu'elles n'aboutiront pas entre de mauvaises mains.

Tel que mentionné plus haut, on contrôle particulièrement les demandes portant sur des armes à feu, dont la vaste majorité ne comprennent pas des armes militaires modernes (qui, comme il est précisé ci-dessus, ne peuvent être exportées qu'à un nombre très restreint de pays). La plupart des demandes portent sur des armes à feu qui sont uniquement contrôlées parce qu'elles satisfont à la définition de Wassenaar et qui sont en fait utilisées à des fins sportives (comme la chasse et le tir sur cibles), pour l'auto-défense, ou qui sont destinées à des collectionneurs ou à des amateurs de reconstitution historique. Toutes ces armes exigent une licence et, pour la plupart des pays, le Ministre est consulté si la valeur de l'exportation excède 2 000 \$. Comme bon nombre de ces exportations sont destinées à des particuliers, nous voulons être certains que les armes à feu canadiennes ne font pas l'objet d'un trafic d'armes illicite ou n'attisent le désordre ou la violence. Il est donc possible que nos ambassades à l'étranger et d'autres sources se renseignent sur l'utilisateur final de même que sur les lois et les procédures régissant le contrôle des armes à feu dans les pays destinataires. Nous ne voulons pas seulement connaître les protections offertes par les lois locales, mais aussi savoir si elles sont rigoureusement appliquées et si ces exigences peuvent faire l'objet de corruption.

Tous les demandeurs de licences d'exportation d'armes à feu sont tenus de fournir une licence d'importation ou donner l'assurance que l'importation sera autorisée dans le pays destinataire. Cela permet de veiller à ce que les armes à feu ne sortent pas du Canada sans que l'on ait la garantie qu'elles seront autorisées à entrer dans le pays destinataire et que le destinataire sera effectivement autorisé à prendre possession de ces armes.

Statistiques sur les exportations militaires

Dans les tableaux qui suivent, les statistiques sur les exportations militaires sont établies à partir des rapports présentés par les exportateurs sur les expéditions réelles en regard des licences qui leur ont été délivrées en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI). Ces rapports indiquent le pays de destination, la valeur des marchandises et leur description. Les renseignements sur les expéditions individuelles et ceux inscrits sur la demande de permis originale, y compris l'identité des éventuels exportateur et destinataire et les détails de la transaction, sont de nature très délicate au niveau commercial et sont fournis confidentiellement au MAECI. Ils sont protégés pour garantir le respect des exigences en matière de rapport.

Comme il est précisé ci-dessus, il n'est pas nécessaire de détenir une licence pour exporter vers les États-Unis la plupart des marchandises du Groupe 2. Il s'agit d'une politique de longue date qui découle de l'intégration de l'industrie de défense en Amérique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous ne disposons donc d'aucune donnée sur les exportations militaires vers ce pays et aucune statistique s'y rattachant ne peut figurer dans le présent rapport.

Certaines statistiques sur les exportations canadiennes destinées à des fins militaires peuvent provenir d'autres sources, comme Statistique Canada ou la Corporation commerciale canadienne. Elles peuvent toutefois englober des biens non militaires comme des rations alimentaires, des ordinateurs commerciaux, des matériaux de construction ou d'autres articles civils. Puisqu'il n'existe aucune corrélation directe entre les codes de produits utilisés par Statistique Canada et les numéros d'article de la LMEC et que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, aucune comparaison significative ne peut être établie entre les données des deux sources.

Pour ce qui est des statistiques sur les échanges de marchandises militaires dans le monde, la norme reconnue à l'échelle internationale est le Registre des armes classiques des Nations Unies. Celui-ci ne comprend que certains systèmes d'armes spécifiques. Il n'inclut pas la plupart des exportations canadiennes de marchandises militaires, lesquelles sont composées surtout de pièces et composants ainsi que d'un vaste éventail de systèmes non létaux comme des systèmes de radar, des simulateurs de vol et des logiciels à usage militaire.

En 1998, la valeur des exportations de marchandises militaires s'est élevée à quelque 421 millions de dollars, en comparaison de 304 millions de dollars en 1997. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la LPDAA ont été les destinataires de la

majeure partie — les deux tiers — des exportations de marchandises militaires du Canada. Même si la proportion d'un tiers, pour les exportations militaires canadiennes envoyées à tous les autres pays, est relativement supérieure à celles des années précédentes, ce facteur reflète, dans une grande mesure, un ou deux contrats importants. Comme les années précédentes, plus de la moitié des exportations militaires du Canada ont eu pour destinataires des pays à revenus élevés (selon le P.N.B. par habitant). Les exportations aux pays à faibles revenus représentent moins de 0,01 p. 100 du total.

Les exportations militaires du Canada sont modestes par rapport à celles du reste du monde — selon le Registre des Nations Unies, le Canada occupe moins de 1 p. 100 du marché mondial des armes — dans un secteur où l'on vend des articles à très grande échelle. Chaque transaction a donc une influence disproportionnée sur les statistiques. Les grandes fluctuations d'une année à l'autre reflètent souvent le début ou la dernière phase d'un ou de deux grands contrats. Comme l'indique le tableau 2, les exportations à l'Arabie saoudite ont chuté à seulement 30 millions de dollars, une baisse importante en regard des ventes du passé. Cela tient surtout à ce que le contrat actuel de vente de véhicules blindés légers est pratiquement terminé. De la même façon, l'achèvement de contrats importants avec le Botswana et les Pays-Bas s'est reflété par des baisses importantes des exportations vers ces pays. Par contre, des livraisons effectuées dans le cadre de deux importants contrats avec la Malaisie ont haussé à 91 millions de dollars les exportations vers ce pays, en faisant le principal client canadien de marchandises militaires en 1998. Les ventes à l'Australie et au Royaume-Uni ont également connu des augmentations significatives, passant respectivement à 80 et 56 millions de dollars. Les chiffres de 1998 rappellent donc encore l'importance de considérer l'évolution des échanges sur plusieurs années plutôt que de tirer des conclusions d'une augmentation ou d'une baisse marquée d'une année à l'autre.

Les personnes qui désirent en savoir plus sur les contrôles à l'exportation de marchandises militaires et d'importance stratégique peuvent consulter notre publication *Réponses aux questions concernant les contrôles canadiens à l'exportation des marchandises militaires*, qui se trouve, comme le présent document et d'autre matériel lié aux contrôles canadiens à l'exportation, sur notre site Web au <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

Notes sur la méthodologie

Les statistiques contenues dans ce neuvième rapport annuel ont été préparées par la Direction générale des licences d'exportation et d'importation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Voici quelques points importants à noter concernant les tableaux statistiques :

- Comme nous l'avons expliqué dans l'avant-propos, les tableaux n'incluent pas les exportations vers les États-Unis. Celles-ci sont évaluées à plus de la moitié des exportations canadiennes de marchandises et de technologies militaires.
- La valeur en dollars indiquée sur une licence d'exportation ne correspond pas nécessairement à la valeur réelle exportée, mais plutôt au montant maximal autorisé dans cette licence. Par conséquent, afin de pouvoir vérifier quelles marchandises du Groupe 2 (matériel de guerre) ont vraiment été expédiées, il a été demandé aux détenteurs de licences de présenter, à chaque trimestre, un rapport faisant état de leur utilisation de la licence. Ce rapport annuel repose sur cette information. Chaque permis devant faire l'objet de rapports par son détenteur, cela permet l'accès à des données plus précises que par les années passées.
- Par « marchandises militaires », on entend toute marchandise spécialement conçue ou adaptée à des fins militaires et contrôlée en vertu du Groupe 2 (matériel de guerre) de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC). Les descriptions des articles faisant partie de ces groupes ont été légèrement révisées en utilisant une terminologie normalisée à l'échelle internationale, afin d'en faciliter la lecture.
- Les chiffres indiqués sont ceux que nous avons reçus au moment de la préparation du présent rapport. Nous tiendrons compte dans les rapports ultérieurs des données reçues après cette date. Par exemple, les totaux pour 1997 ont été modifiés de façon à tenir compte des renseignements supplémentaires reçus depuis la publication du rapport annuel de 1997.

Tableau 1
Ventilation des exportations de marchandises selon les catégories de
sécurité et de revenu (P.N.B.) par habitant
Statistiques de 01/01/98 - 31/12/98

Destination *	Valeur des exportations (Dollars canadiens)	
	1998	%
OTAN (sauf É.-U.) **	166 512 522	39,50
LPDAA (sauf l'OTAN et les É.-U.)	113 952 744	27,00
Autres pays	141 075 440	33,50
Total	421 540 706	100,00
Pays à revenus élevés *** (P.N.B. par habitant de plus de 8 955 US\$)	227 944 934	54,07
Pays à revenus intermédiaires *** (P.N.B. par habitant de 726 US\$ à 8 955 US\$)	193 582 152	45,92
Pays à faibles revenus *** (P.N.B. par habitant inférieur à 725 US\$)	13 620	0,01
Total	421 540 706	100,00

* La liste des pays de l'OTAN et de la LPDAA est présentée à l'annexe 1.

** Aucune licence n'est requise pour les exportations de marchandises du Groupe 2 (matériel de guerre) aux États-Unis.

*** Statistiques et catégories tirées du rapport de 1998 du PNUD sur le développement humain.

Graphique 1
Exportations de marchandises militaires
par catégorie de destination
 Statistiques du 01/01/98-31/13/98

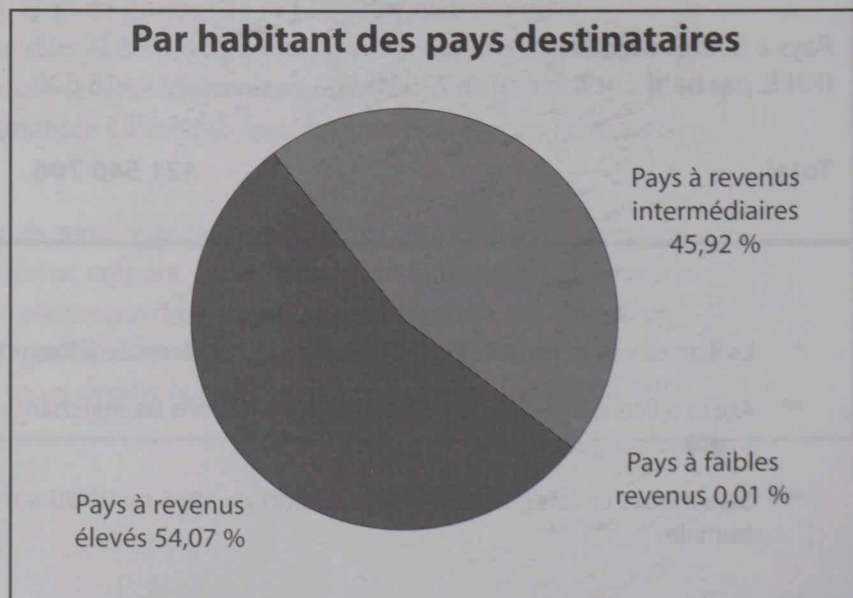
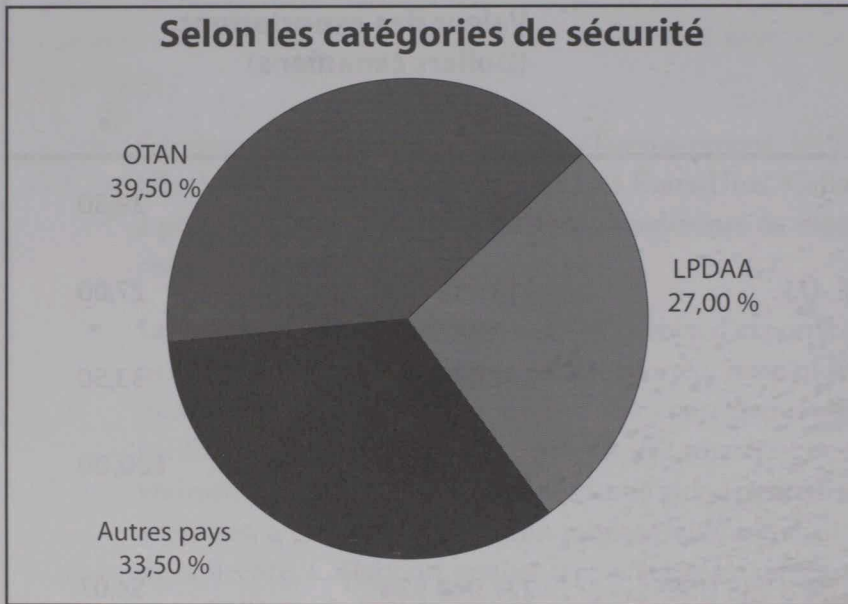


Tableau 2
Exportations de marchandises militaires par pays de destination
Statistiques de 01/01/98 - 31/12/98

Destination	Valeur des exportations (Dollars canadiens)	
	1997	1998
Afrique du Sud, République d'	525 580	368 204
Allemagne	4 784 586	4 400 994
Andorre	7 492	2 165
Arabe saoudite	82 474 645	29 800 192
Argentine	54 966	137 389
Australie	20 776 219	80 275 527
Autriche	9 843	3 240 385
Bahreïn	1 755	5 857
Bangladesh	616	0
Belgique	6 663 202	11 010 156
Botswana	34 221 636	3 728 231
Brésil	3 620 968	3 363 152
Brunéi	95 000	0
Bulgarie	0	450
Chili	406 866	597 776
Chine	3 935	814 170
Corée, République de	6 729 465	4 719 275
Danemark	9 719 093	6 713 496
Égypte	1 240 276	622 403
Émirats Arabes Unis	401 268	4 123 639
Espagne	344 821	716 554
Finlande	3 636 141	3 511 945

Valeur des exportations
(Dollars canadiens)

Destination	1997	1998
France	5 469 074	15 063 832
Grèce	609 652	1 943 587
Groenland	185 261	255 862
Guyane	250	250
Hong Kong	9 061	370 563
Hongrie	1 249	29 511
Indonésie	190 840	3 559
Irlande	34 738	21 432
Israël	316 393	783 455
Italie	5 616 759	8 840 752
Japon	742 625	3 763 821
Jordanie	129 478	187 795
Kenya	87 224	11 820
Koweït	64 860	492
Liban	0	14 000
Luxembourg	2 397 819	3 575 466
Malaisie	2 890 081	91 792 358
Maroc	427 305	171 652
Mexique	343 512	1 671 730
Norvège	6 095 346	8 343 607
Nouvelle-Zélande	4 680 033	768 978
Oman	100	467 940
Pakistan	369 696	1 800
Panama	6 000	0
Paraguay	10 138	0
Pays-Bas	32 363 121	15 023 814
Pérou	72 900	69 550

Destination	Valeur des exportations (Dollars canadiens)	
	1997	1998
Philippines	368 144	1 069 175
Pologne	990	750
Portugal	280 716	122 735
République Tchèque	62 541	794 061
République Slovaque	3 098	0
Roumanie	884	0
Royaume-Uni	30 712 421	55 703 479
Saint-Pierre et Miquelon	0	670
Singapour	2 231 404	2 857 066
Slovénie	104 245	0
Sri Lanka	0	250
Suède	2 678 626	3 877 025
Suisse	1 059 319	1 166 025
Taiwan	960 718	3 202 336
Tanzanie	5 962	0
Thaïlande	14 680 084	37 174 639
Trinidad et Tobago	0	1 000
Tunisie	1 265	0
Turquie	6 814 848	3 531 616
Ukraine	0	1 600
Venezuela	4 689 144	523 106
Vietnam	491 154	0
Zambie	930	0
Zimbabwe	319 700	0
Total	304 267 791	421 354 485

Tableau 3
Exportations de marchandises militaires
par pays de destination et groupement de composantes
Statistiques de 01/01/98 - 31/12/98

Acronymes

AS	anti-sous-marin
CME	contre-mesures électroniques
GC	guerre chimique
TTB	transport de troupes blindé
VBL	véhicule blindé léger

Valeur des exportations (Dollars canadiens)				
Destination N° d'article de la LMEC	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
AFRIQUE DU SUD				
2001	35 712			armes à feu et pièces
2003	12 264			munitions
2010			103	pièce d'aéronef
2011		320 125		équipement de navigation
ALLEMAGNE				
2001	651 303		250	armes à feu et pièces
2003	62 500		135 493	munitions et pièces
2004		144		simulateurs de détection de mine
2005			64 018	système de conduite de tir et pièces
2006			32 400	pièces de moteur
2009		413 855	45 097	gyroscope et pièces
2010		8 770	212 485	équipement relié à l'aviation, pièces d'aéronef
2011			1 098 086	équipements et pièces électroniques
2013		876		casques

2014		1 230 131	pièces de simulateur
2015		445 585	pièces de système d'imagerie
2018		1	ensemble de données

ANDORRE

2001	2 165		armes à feu
------	-------	--	-------------

ARABIE SAOUDITE

2006		1 543	pièces de VBL
2010	6 875 000	98 800	pièces d'avion et d'hélicoptère
2011	21 161 048	1 627 212	équipement et pièces de radio
2014		36 189	pièces de simulateur

ARGENTINE

2001	137 389		armes à feu
------	---------	--	-------------

AUSTRALIE

2001	79 465		armes à feu
2002	148 500		lance-roquettes
2003		3 020 975	composants de munitions de gros calibre
2004	43 095		détecteurs de mine
2005	537 600		panneaux d'affichage
2009	7 465 909	107 070	pièces de navire, bouées sonores et sonars
2010		1 609 284	moteurs et pièces d'aéronef
2011	19 693 819	2 647 673	équipement et pièces de navigation et d'ASM
2014	44 301 509	599 415	simulateur et pièces
2017	10 000		systèmes de scaphandre autonome
2018		11 213	données techniques

AUTRICHE

2001	1 489		arme à feu
2003		1 952 000	composants de munitions de gros calibre
2006		1 286 896	pièces de blindé

Valeur des exportations (Dollars canadiens)

Destination N° d'article de la LMEC	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
BAHREÏN				
2003	225			munitions
2007			5 632	pièces de masque à gaz
BELGIQUE				
2001	105 559		113 220	armes à feu et pièces
2003			792 825	composants de munitions de gros calibre
2005			21 496	système de conduite de tir
2010			3 059 511	pièces d'aéronef
2011		6 375 721	329 605	sonar et pièces
2014			450	pièces de simulateur
2017		211 769		systèmes de scaphandre autonome
BOTSWANA				
2010			3 728 231	pièces de aéronefs
BRÉSIL				
2003			1 524 880	composants de munitions de gros calibre
2010			845 441	pièces d'aéronef et d'hélicoptère
2014		992 831		simulateur
BULGARIE				
2001	450			arme à feu
CHILI				
2001	13 246		6 680	armes à feu et pièces
2005		116 500		système de conduite de tir
2011			461 350	moteurs d'aéronef
CHINE, RÉPUBLIQUE DE				
2010			40 170	pièces d'aéronef
2011		774 000		simulateur de radar

CORÉE, RÉPUBLIQUE DE

2003	321 600		munitions antiblindés	
2005		1 403 398	pièces d'imageur thermique et de calculateur balistique	
2009		1 275 097	279 162	bouées acoustiques et pièces de navire
2010			220 587	pièces d'aéronef
2011			644 408	pièces de radio, de radar et de détecteur
2014		575 023		simulateur de menaces

DANEMARK

2001			414 515	pièces d'armes à feu
2003	3 730 701		1 553 711	munitions et pièces
2004	1 511			lance-grenades
2006			8 450	pièces de TTB
2008			1	échantillon
2009			21 006	pièces de sonar
2010			983 541	pièces d'aéronef

ÉGYPTE

2010			563 676	pièces d'aéronef
2011			58 727	pièces électroniques

ÉMIRATES ARABES UNIS

2003	542 000			munitions
2010			3 581 669	pièces d'aéronef

ESPAGNE

2001			1	pièce d'arme à feu
2006			552 167	pièces de TTB
2010			22 386	pièces d'aéronef
2011			142 000	pièces de radar

FINLANDE

2001	8 937			armes à feu
2006			314 488	chenilles
2010			3 007 247	pièces d'aéronef
2011			150 797	plaquettes de circuits
2017		30 476		scaphandres autonomes

Valeur des exportations (Dollars canadiens)

Destination N° d'article de la LMEC	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
FRANCE				
2001	135 524			armes à feu
2003	123 095			munitions
2004	25 080		157 016	détecteurs de mine, pièces de système antiblindé
2005			309 250	pièces optiques
2008			23 340	agent propulsif
2009		2 977 376		bouées acoustiques
2010			5 529	pièces d'aéronef
2011			451 243	pièces électroniques
2015		7 460 577	3 395 800	imageurs thermiques et pièces
2018			2	documents techniques
GRÈCE				
2001	10 236			armes à feu
2004			2 000	détecteur de mine
2008			9 660	agent propulsif
2009		1 809 180	57 979	bouées acoustiques, pièces de rechange pour sonars
2010			23 650	pièces d'aéronef
2011			30 881	pièces radio
2018			1	ensemble de données
GROENLAND				
2001	16 100			armes à feu
2003	17 856			munitions
2011			221 906	pièces de radar
GUYANE				
2001	250			arme à feu
HONG KONG				
2001	3 588			armes à feu
2007			366 975	pièces de masque à gaz

HONGRIE			
2001	29 511		armes à feu
INDONÉSIE			
2010		3 559	pièces d'aéronef
IRLANDE			
2011		21 432	pièces de radar
ISRAËL			
2003		1 100	munitions d'entraînement
2006		43 155	équipement de navigation
2009		272 123	composants électroniques de marine
2010		288 258	pièces d'aéronef
2011		28 819	imprimantes
2015		150 000	scanners
ITALIE			
2001	185 862		armes à feu
2006		135 451	composants de suspension
2009		1 832 853	composants pour dragage de mine
2010		3 375 716	pièces d'aéronef
2011		1 410 608	pièces d'équipement radio et doppler
2014		207 560	pièces de simulateur
2017		1 692 702	système de plongée
JAPON			
2003	134		munitions
2004	996 521		lance-missiles
2009		38 360	équipement de détection sous-marine
2010		930 938	pièces d'aéronef
2011		260 650	1 535 938
			radios, pièces d'équipement de navigation
2015		280	pièces de système d'imagerie

Valeur des exportations (Dollars canadiens)

Destination	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
N° d'article de la LMEC				
JORDANIE				
2001	5 252			armes à feu
2010			180 000	pièces d'aéronef
2011			2 083	pièces de radio
2018			460	analyseur de pile
KENYA				
2010			11 820	pièces d'aéronef
KOWEÏT				
2003	490			munitions
2011			1	équipement d'essai
2018			1	données
LIBAN				
2003	14 000			munitions
LUXEMBOURG				
2006			119 759	pièces de véhicule
2010			3 086 098	pièces de drone
2011			369 609	antennes
MALAISIE				
2003	27 032 365			roquettes
2010			1 344 475	pièces d'hélicoptère
2014		63 171 597		simulateurs
2018			1	données techniques
2021			243 920	logiciels
MAROC				
2010			7 900	pièces d'aéronef
2014			163 752	pièces de simulateur

MEXIQUE

2001		679	chargeurs
2003		1 668 600	composants de munitions de gros calibre
2010		2 451	pièces d'aéronef

NORVÈGE

2001	36 010		armes à feu
2003	620 000	2 256	munitions et pièces
2004		3 501	pièces de roquettes
2005	75 000		télémetre laser
2006		4 744 440	pièces de TTB
2009	1 083 024		bouées acoustiques
2010		28 595	pièces d'aéronef
2011		113 000	pièces électroniques
2014	925 000	91 361	simulateurs et logiciels
2017	621 419		équipement de plongée autonome
2018		1	données

NOUVELLE-ZÉLANDE

2001	7 528		armes à feu
2002		3 000	pièces de lance-roquettes
2003	53 458		grenades
2007		3 218	équipement de protection pour GC
2009	195 040		bouées acoustiques
2010		399 030	pièces d'aéronef
2011		99 113	composants électroniques
2017	6 207	1 888	scaphandre autonome et pièces
2018		1	données techniques

OMAN

2004	464 370		roquettes
2011		3 570	commutateurs

Valeur des exportations (Dollars canadiens)				
Destination	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
N° d'article de la LMEC				
PAKISTAN				
2010			1 800	équipement relié à l'aviation
PAYS-BAS				
2001	3 801 652		1 011 865	armes à feu et pièces
2003	1 380 114		9 193	munitions et pièces
2004			11 080	pièces de roquettes
2005			5 156 060	pièces de contrôle de tir
2009			21 822	pièces de navire
2010			389 741	pièces d'aéronef
2011			1 789 563	pièces de radar
2014			748 455	pièces de simulateur
2017		704 269		équipement de plongée autonome
PÉROU				
2011			69 550	pièces de radar
PHILIPPINES				
2010			1 069 175	pièces d'aéronef
POLOGNE				
2001	750			armes à feu
PORTUGAL				
2001	21 602			armes à feu
2003	4 200			munitions
2007		3 617		équipement de protection pour GC
2010			55 808	radiophares
2011			37 507	sonars, pièces d'équipement doppler
2018			1	données

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

2001	24 770		armes à feu
2004	769 291		roquettes

ROYAUME-UNI

2001	14 316	10 455	armes à feu et pièces
2002	97 227		lance-roquettes
2003	17 355	189 931	munitions et composants
2004	4 294 067	4 000	roquettes et pièces
2005		1 340 534	télémètres et optique
2006		11 144 995	75 176 système de conduite de tir, pièces de véhicule
2007		18 118	94 989 détecteurs chimiques, pièces de masque à gaz
2009		1 518 387	6 476 932 bouées acoustiques, pièces de sonar et de navire
2010			10 794 019 pièces d'avion et d'hélicoptère
2011		1 236 993	8 367 028 équipement de navigation et de détection sous-marine, pièces
2013		205 881	205 625 casque militaire et blindage
2014		6 743 179	154 966 simulateur et pièces
2015		2 331 423	290 213 équipement d'imagerie
2017		23 738	scaphandres autonomes et pièces
2018			1 494 technologie de production

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

2001	670		arme à feu
------	-----	--	------------

SINGAPOUR

2002		24 922	pièces de roquettes
2004	50 000		lance-roquettes
2010		284 195	12 845 équipement relié à l'aviation, pièces d'aéronef
2011		2 281 373	138 864 équipement de navigation, composants électroniques
2014			2 041 pièces de simulateur
2018			1 données

Valeur des exportations (Dollars canadiens)				
Destination N° d'article de la LMEC	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
SRI LANKA				
2004		250		détecteur de mine
SUÈDE				
2004			1 791	optique
2006			60 063	pièces de véhicule
2007		4 000	1 480 416	pièces de masque à gaz, protection pour GC
2010			2 330 344	pièces de moteur d'avion
2014			410	pièces de simulateur
2015			1	bleus
SUISSE				
2001	118 689			armes à feu
2003			747 187	composants de munitions
2005			5 510	pièces de télémètre
2006			122 264	pièces de véhicule
2007		5 033		équipement de protection pour GC
2010		5 375		pièces d'aéronef
2011			105 165	composants électroniques
2018			2	documents
2021			56 800	logiciels
TAÏWAN				
2009		424 561		bouées acoustiques
2010			3 980	pièces d'aéronef
2011			1 153 795	composants de radio
2014		1 560 000		simulateur
2015		60 000		imageurs thermiques

THAÏLANDE

2001	74 394		armes à feu
2002		15 680	pièce d'artillerie
2003	24 201		munitions
2006		1 527 207	pièces de TTB et de blindé
2010	34 332 000	809 405	hélicoptères et pièces, pièces d'aéronef
2011		96 409	pièces de radio
2018		294 709	pièces de simulateur

TRINIDAD ET TOBAGO

2001	1 000		arme à feu
------	-------	--	------------

TURQUIE

2004		2 800	détecteur de mine
2010		3 307 883	pièces d'aéronef
2014		220 933	pièces de simulateur

UKRAINE

2001	1 600		armes à feu
------	-------	--	-------------

VENEZUELA

2010		523 106	pièces d'aéronef
------	--	---------	------------------

Tableau 4
Exportations de marchandises militaires
par numéro d'article de la LMEC
Statistiques de 01/01/98 - 31/12/98

No d'article de la LMEC	Valeur totale (\$CAN)	
	1997	1998
2001 (comprend 5500)	23 130 996	9 386 373
2002	479 276	27 321 694
2003	20 486 408	18 522 344
2004	3 569 772	6 826 517
2005	11 846 168	9 081 804
2006	82 887 305	20 168 454
2007	2 507 514	1 981 998
2008	415 790	33 001
2009	12 622 910	26 314 893
2010	84 497 736	86 808 077
2011	43 908 116	74 075 721
2013	2 211 674	412 877
2014	6 361 429	122 856 336
2015	2 351 428	14 133 879
2017	2 919 721	3 302 468
2018	264 966	13 179
2021	3 835 569	300 720
Total	304 267 791	421 540 706

Annexe 1
Liste des pays membres de l'OTAN et
de la Liste des pays désignés (armes automatiques) (LPDAA)

Pays membres de l'OTAN*

Allemagne
Belgique
Canada
Danemark
Espagne
États-Unis
France
Grèce
Hongrie
Islande
Italie
Luxembourg
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République Tchèque
Royaume-Uni
Turquie

Pays membres de la LPDAA**

Allemagne
Arabie saoudite
Australie
Belgique
Danemark
Espagne
États-Unis
France
Italie
Norvège
Pays-Bas
Royaume-Uni
Suède

* Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
** Liste des pays désignés (armes automatiques)

Annexe 2

Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar

Allemagne	Japon
Argentine	Luxembourg
Australie	Norvège
Autriche	Nouvelle-Zélande
Belgique	Pays-Bas
Bulgarie	Pologne
Canada	Portugal
Corée, République de	République Slovaque
Danemark	République Tchèque
Espagne	Roumanie
États-Unis	Royaume-Uni
Finlande	Russie
France	Suède
Grèce	Suisse
Hongrie	Turquie
Irlande	Ukraine
Italie	

Annexe 3

Description du Groupe 2 (matériel de guerre)

N° d'article de la LMEC	Description
2001	Armes légères et armes automatiques, comme les pistolets, les revolvers et les fusils, y compris certaines armes servant au tir sportif et de compétition et leurs accessoires.
2002	Armements de gros calibre comme les systèmes lance-projectiles et composants.
2003	Munitions destinées aux armements visés par les articles 2001 et 2002.
2004	Bombes, torpilles, roquettes, missiles, produits pyrotechniques militaires, charges de démolition et composants.
2005	Radars de conduite de tir, détecteurs télémètres, calculateurs balistiques et matériels d'alerte et d'avertissement connexes spécialement conçus pour l'usage militaire, et pièces et composants.
2006	Véhicules militaires comme les transports de troupes blindés et les camions militaires, composants et matériels connexes.
2007	Matériels et composants, comme les masques et les vêtements protecteurs, servant à détecter les matières radioactives et les agents biologiques et chimiques et à se protéger contre ceux-ci.
2008	Explosifs et combustibles, y compris les précurseurs spécialement conçus pour l'usage militaire.
2009	Navires militaires et pièces et composants spécialement conçus comme les moteurs, systèmes de navigation et équipements sonar.
2010	Avions et hélicoptères militaires, y compris les aéronefs de transport, les moteurs aéronautiques, les parachutes et les pièces et composants connexes.
2011	Matériels électroniques pour l'usage militaire comme les matériels de communication et les systèmes radar.
2012	Systèmes d'armes à énergie cinétique et à haute vitesse et composants connexes.
2013	Matériels blindés ou de protection comme les vêtements blindés, les casques militaires, les vêtements anti-bombes et composants associés.

**N° d'article
de la LMEC**

Description

- 2014 Matériels spécialisés pour l'entraînement militaire ou la simulation de scénarios militaires, comme les entraîneurs informatisés et les simulateurs de vol et de conduite, et les composants et accessoires.
- 2015 Matériels d'imagerie ou de contre-mesures, y compris le matériel photographique, les matériels d'imagerie thermique, et des composants spécialement conçus.
- 2016 Pièces de forge, pièces de fonderie et demi-produits spécialement conçus pour les produits visés par les articles 2001, 2002, 2003, 2004, 2006 et 2010.
- 2017 Autres équipements, bases de données techniques, appareils de plongée, matériels de construction et matériels de génie spécialement conçus pour l'usage militaire, appareils robotisés et composants.
- 2018 Matériels et technologie pour la production de biens du Groupe 2 de la LMEC.
- 2019 Systèmes d'armes à énergie dirigée.
- 2020 Matériels cryogéniques et supraconducteurs et leurs composants et accessoires spécialement conçus.
- 2021 Logiciels spécialement conçus pour des applications militaires (autrefois 2024).
- 2022 Technologie.

Annexe 4

Renseignements additionnels

Vous trouverez ci-dessous une liste de sites Web qui offrent des renseignements ou points de vue complémentaires.

Visitez le site Web de la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation :
<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

Des liens avec les pages du MAECI et d'autres sites traitant de contrôle des armements et de sécurité internationale peuvent être trouvés sur la page d'accueil du MAECI à :
<http://www.dfait-maeci.gc.ca/menu-f.asp>

Les sites suivants renferment aussi des données et des renseignements sur cette questions et sur d'autres questions connexes :

Canadian Aerospace Industries Association :
<http://www.aiac.ca> (anglais)

Centre canadien des armes à feu (renseignements sur le contrôle des armes à feu au Canada) :
http://canadianfirearms.com/Default_fr.htm

Canadian Defence Industries Association :
<http://www.cdia.ca> (anglais)

Organisation des Nations Unies :
<http://www.un.org/french>

Project Ploughshares :
<http://www.ploughshares.ca/> (anglais)

Saferworld :
<http://www.gn.apc.org/sworld> (anglais)

Stockholm International Peace Research Institute :
<http://www.sipri.se> (allemand, anglais et suédois)

Wassenaar :
<http://www.wassenaar.org> (anglais)

Notes

DOCS

CA1
EA255
A55
1998
Copy 1

Export of Military Goods from Canada

Annual Report 1998

Exports



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Canada

Export of Military Goods from Canada

Annual Report 1998

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

APR 7 2000
AVR 7 2000

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

November 1999
Export Controls Division
Export and Import Controls Bureau
Department of Foreign Affairs and International Trade
Internet: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>



Table of Contents

Foreword	1
Arms Control and Security Policy Framework.....	1
Export Control Policy and Implementation.....	4
Military Export Statistics	5
Notes on Methodology	7
Tables and Charts	8
Table 1: Exports of Military Goods by Destination According to Security Groupings and Income	8
Chart 1: Exports of Military Goods by Destination Categories	9
Table 2: Exports of Military Goods by Destination.....	10
Table 3: Exports of Military Goods by Component Categories.....	13
Table 4: Exports of Military Goods by Export Control List Item Number.....	25
Annexes	26
Annex 1: List of NATO and AFCCL Countries	26
Annex 2: List of Wassenaar Arrangement Countries	27
Annex 3: Description of ECL Group 2 (Munitions).....	28
Annex 4: Additional Information	30

Foreword

Arms Control and Security Policy Framework

The promotion of international peace and security is a key Canadian foreign policy objective. It constitutes one of the three pillars of the Government's comprehensive foreign policy statement of 1995, *Canada in the World*, namely "the protection of our security, within a stable global environment." To that end, Canada is a major proponent of arms control and disarmament agreements as well as measures to promote transparency and to build confidence at the regional and global level.

Canada's policies recognize the right, enshrined in the United Nations Charter, of all nations to provide for their legitimate self-defence. At the same time, however, it is Canada's view that the excessive accumulation of conventional weapons has a destabilizing effect on both regional security and global order.

Canada is actively working to promote greater transparency in the trade of conventional weapons. This *Annual Report on the Export of Military Goods from Canada* has been issued by the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) for each of the past nine years, beginning with the year 1990. We have, over time, endeavoured to improve the report by providing additional information about the types of goods exported, and we hope that other countries will seek to provide the same standard of information.

An important element of international efforts to promote greater transparency and the exercise of responsibility among supplying countries, with regard to the trade in conventional arms and dual-use goods and technologies, is the Wassenaar Arrangement, which Canada helped to form in 1996. Its objective is to contribute to regional and international security and stability and to prevent destabilizing accumulations of arms and strategically sensitive commodities. The 33 member states (see Annex 2) exchange views on areas of concern and draw up lists of the goods and technologies to be controlled. Through their national policies, members seek to ensure that transfers of these items do not contribute to the development or enhancement of military capabilities that would undermine these goals, and that they are not diverted to support such capabilities.

The United Nations Register of Conventional Arms also makes a significant contribution to transparency, confidence building and enhanced global security. Canada strongly promoted the creation of the Register of Conventional Arms, established by the Secretary-General in January 1992, and was a founding contributor. We have advocated its continued development and expansion in the Group of Governmental Experts on the Register of Conventional Arms convened by the Secretary-General in 1994 and in 1997. In support of the Register, which is maintained at UN headquarters in New York, all UN member states are asked to supply data annually on their imports and exports in seven major categories of conventional weapons systems. In each year of the Register's operation, more than 90 governments have made submissions to the Register, and of these about 70 have

done so consistently, including Canada. In all, 138 states have submitted data for at least one of the reporting years. All major arms exporters and most major importers now annually submit reports, with a reasonable representation of most geographical regions. By capturing over 90 percent of the international trade in major conventional weapons, the Register has become an important and authoritative source of information.

Canada is one of a number of countries that also voluntarily submit data on military holdings and procurement through national production. This information is beyond the minimum currently required by the United Nations. We encourage other countries to join us in submitting such data, and otherwise to enhance their submissions through ensuring their accuracy and completeness and providing any other relevant background information.

In addition to our efforts at the United Nations to improve and expand the Register, Canada has taken a leading role within regional organizations both in encouraging dialogue on the data submitted to the UN Register and in supporting the establishment of regional registers that respond to the specific security concerns of the organization's member states. We have been successful in this regard in the Organization of American States (OAS) and in the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE). Both organizations now conduct regular reviews of the data circulated among their members to regional versions of the UN Register. Canada worked actively in support of the adoption by the OAS this year of a legally binding Convention on Transparency in Conventional Weapons Acquisition, establishing a regional register and other related transparency measures.

Canada also played an important role in developing in 1996 a set of UN Guidelines on International Arms Transfers and is fully implementing the OSCE's 1993 Principles Governing Conventional Arms Transfers. Canada also officially endorsed the European Union's new Code of Conduct for International Arms Transfers following its adoption in June 1998.

The challenge of dealing with conventional weapons includes the problem of how to deal with particular classes of weapons such as landmines and small arms. On the question of landmines, Canada can look back on the successful conclusion of the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction at the December 2-4, 1997, Ottawa Conference. To date, more than 130 countries have signed the Convention. On March 1, 1999, after the requisite 48 countries had ratified it, the Convention came into force as binding international law.

Canada has also ratified Protocols II and IV of the Convention on Certain Conventional Weapons, which regulates the use of landmines and other inhumane weapons. This instrument remains an important one, particularly for those countries not yet willing to sign the Ottawa Treaty.

Canada, in co-operation with like-minded partners, is looking at ways to address the proliferation of small arms, which can undermine the security and development efforts of many developing countries as well as contribute to human suffering. Canada takes a

three-track approach to these challenges, to address the arms control, crime prevention and peacebuilding dimensions of the problem at global, regional and national levels. This integrated approach targets supply-side and transit issues, and seeks to cope with post-conflict surplus stocks and reduce the demand for weapons. The problem of small arms is seen as an integral part of conflict prevention and management, peacemaking, peacekeeping and post-conflict reconstruction.

On the arms control track, the emphasis is on the promotion of measures designed to achieve greater restraint and transparency in legal transfers of small arms and light weapons. Aspects under review include the exploration of codes of conduct, transparency and registry initiatives and consciousness-raising activities in security-related bodies such as the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and the OSCE. Canada itself imposes strict controls over the export of firearms, particularly automatic weapons, which can be exported only to a small group of 13 countries with which Canada has concluded intergovernmental defence, research, development and production agreements. These countries, which make up the Automatic Firearms Country Control List (AFCCCL), are listed in Annex 1.

On the crime control track, the focus is to support measures to counter the significant illicit trade of small arms, which is frequently linked with international organized crime and drug trafficking. In November 1997, Canada signed the Inter-American Convention Against the Illicit Manufacturing of and Trafficking in Firearms, Ammunition, Explosives, and other Related Materials. This establishes a reciprocal regime of import, export and transit authorizations for all cross-border movements of small arms, ammunition and explosives. Canada has also prepared a draft protocol on firearms to be attached to the Transnational Organized Crime Convention, on which negotiations began in January 1999.

On the peacebuilding track, Canada supports a broad range of initiatives addressing the humanitarian, governance and practical disarmament aspects of the small arms issue, in cooperation with like-minded governments and non-governmental organizations. Further information may be found in a paper entitled "Strategic Framework for Small Arms Proliferation and Peacebuilding," which has been circulated to a number of domestic and international partners.

In this light, Canada believes that the upcoming 2001 UN Conference on Small Arms will provide a very important milestone in addressing all aspects of the small arms issue.

Canada has also played an active role in efforts to counter the proliferation of weapons of mass destruction, for example, by helping to secure the indefinite extension of the Nuclear Non-Proliferation Treaty and by lobbying other countries to ratify the Comprehensive Test Ban Treaty. Canada ratified the Chemical Weapons Convention in September 1995, and established within DFAIT its National Authority to serve as the focal point for effective liaison with the Convention's international secretariat in The Hague. Canada is also working to strengthen the compliance provisions of the Biological and Toxin Weapons Convention. As part of Canada's commitment to ensure responsible trade in goods and technology that

might be misused to develop weapons of mass destruction, we are long-standing participants in several intergovernmental arrangements intended to co-ordinate and exchange information on exports, including the Australia Group, the Missile Technology Control Regime, the Nuclear Suppliers Group and the Zangger Committee.

Export Control Policy and Implementation

The control over exports of our own military goods and technology is an important complement to Canada's broader arms control and disarmament efforts. In line with its international obligations, Canada uses the definition of a "military good" found in the International Munitions List, which was developed and is routinely maintained and updated by the Wassenaar Arrangement. Canada has incorporated this list into the Export Control List (ECL) as Group 2 (Munitions). This lists those goods that are agreed to be "specially designed or modified for military use." Primarily civilian goods that may be sold to military end-users (such as typewriters or civil-certified aircraft) were not included by Wassenaar (and by extension, Canada). Goods not designed for military use but employing strategically sensitive technologies are contained in the ECL Group 1 (Dual Use). Permits are required for the export of any goods captured by the Wassenaar definition (such as a target pistol, a hunting rifle or a ruggedized radio), regardless of whether the foreign consignee is a private, non-military end-user or a government and/or military end-user.

Under current export control policy guidelines, Canada closely controls the export of military goods and technology to countries:

- a) that pose a threat to Canada and its allies;
- b) that are involved in or under imminent threat of hostilities;
- c) that are under UN Security Council sanctions; and
- d) whose governments have a persistent record of serious violations of the human rights of their citizens, unless it can be demonstrated that there is no reasonable risk that the goods might be used against the civilian population.

Permits are required for the export of military goods and technology to all destinations except the United States. The approval of the Minister of Foreign Affairs is sought for the export of all offensive military goods and technology, unless destined to (most) NATO allies or to a small group of specified like-minded countries. The Minister is also consulted about cases involving non-offensive military goods and technology, should concerns exist about any of the above-mentioned criteria. Before the Minister's approval is sought, extensive consultations are held among human rights, military and industry experts at DFAIT, with the Department of National Defence, with Industry Canada and, where appropriate, with other government departments and agencies. These consultations involve reviewing the latest information and best policy advice on Canada's defence and industrial relations with the recipient country, regional peace and stability, including civil conflict, and the human

rights situation, including trends (i.e. are there signs of improvement or is the situation deteriorating?). Careful attention is also paid to the end-use documentation to ensure that the goods are indeed going to a legitimate end-user and will not be diverted.

As noted above, particular care is taken over applications involving firearms. The vast bulk of these applications do not involve modern military weapons (which as noted above can be exported to only a very small group of countries). Most applications are to export firearms that are controlled only because they are captured by the Wassenaar definition, and that are in fact to be used for sporting purposes (such as hunting and target shooting) or for self-defence, or are for collectors and re-enactors. All require permits; and for most destinations, if the value of the export exceeds \$2000, the Minister is consulted about it. Because many Canadian firearms exports are to private end-users, we want to satisfy ourselves that the firearms do not slip into the illegal arms trade or fuel local lawlessness or violence. Information may therefore be sought from our missions and from other sources about destination countries' firearms control laws and procedures. We want to know not only what exists on paper, but also how strict enforcement is and whether these laws and procedures are open to corruption.

All applicants seeking export permits for firearms are now required to provide an import permit, or some equally valid evidence that their import will be allowed. This ensures that firearms do not leave Canada without an assurance that they will be allowed into their country of destination, and that the recipient will, indeed, be permitted to take possession of them.

Military Export Statistics

The statistics on military exports in the following tables are obtained from reports filed by exporters on the actual shipments for each of the permits issued to them under the Export and Import Permits Act. These reports include the country of destination, a description of the goods and their value. Information about individual shipments and information found on the original permit applications, including the identities of the potential exporter and consignee and details of transactions, is commercially highly sensitive and is provided to DFAIT in confidence. Such information must be protected to ensure compliance with reporting requirements.

As noted above, permits are not required for the export of most Group 2 items to the United States. This has been a long-standing policy arising from the integration of the North American defence industry in World War II. Statistics on military exports to that country are therefore not readily available and cannot be included in this report.

Certain types of statistics on Canadian exports to military users may be available from other sources, such as Statistics Canada or the Canadian Commercial Corporation. These, however, may include non-military goods such as food rations, commercial computers, civil-certified aircraft or other civilian equipment. Since there is no direct correlation between the

commodity codes used by Statistics Canada and the ECL item numbers, and as each source uses different methods of compilation, no meaningful comparison can be drawn between the data from these two sources.

The internationally recognized standard for statistics on worldwide military trade is the above-mentioned UN Register of Conventional Arms. It confines itself to specific categories of weapons systems, and does not include parts and components and the wide array of non-lethal support systems such as radar equipment, simulators and software designed for military use that make up a large proportion of Canada's military exports.

In 1998, exports of military goods amounted to some \$421 million, compared with \$304 million in 1997. As in previous years, NATO and AFCCL countries accounted for the major share — two thirds — of Canada's military exports. While the one third of Canadian military exports that went to all other countries represented a somewhat larger share than in previous years, this, to a great extent, reflected one or two large sales. As in years past, more than half of Canada's military exports went to high-income countries. Exports to low-income countries were less than 0.01 percent of the total.

Canada's military export totals are modest by world standards (based on figures in the United Nations Register, Canada accounts for less than 1 percent of the world arms market), in a sector characterized by high-value transactions. Individual sales therefore may have a disproportionate effect on statistics. Major fluctuations in totals from one year to another often reflect the initiation or completion of one or two large contracts. As can be seen from Table 2, exports to Saudi Arabia dropped to only \$30 million, a significant decline from historical levels. This is largely because the current contract for light armoured vehicles is now virtually completed. Likewise, completion of major contracts with Botswana and the Netherlands was reflected in major declines in exports to those countries. By contrast, deliveries under two major contracts with Malaysia increased exports there to \$92 million, making it Canada's largest customer for military goods in 1998. Sales to Australia and the United Kingdom also rose significantly, to \$80 million and \$56 million respectively. The figures for 1998 again illustrate how important it is to consider the pattern of trade over a period of years rather than draw conclusions based on a jump or drop from any one year to the next.

Those wishing to know more about export controls on military and strategic goods may refer to our publication *Answers to Questions about Canada's Export Controls on Military Goods*. Along with this document and other material related to Canada's export controls, this may be found at our Web site (<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>).

Notes on Methodology

The statistics in this Ninth Annual Report were prepared by the Export and Import Controls Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade. The following should be noted regarding the statistical tables:

- ◆ As explained in the Foreword, the tables do not include exports to the United States, which are estimated to account for over half of Canada's exports of military goods and technology.
- ◆ The dollar values shown on export permits are the authorized limits of potential exports and do not necessarily reflect actual export values. Therefore, in order to verify what shipments are actually made against each Group 2 (Munitions) permit, all permit holders are required to report on permit utilization on a quarterly basis. The Annual Report is based on that information. Permit holders are now required to report against each individual permit; this enables more precise data capture than in past years.
- ◆ "Military goods" are defined as goods specifically designed or adapted for military use and controlled under Group 2 (Munitions) of the Export Control List (ECL). Descriptions of ECL Group 2 items have been slightly revised to provide greater details for the reader using internationally accepted terminology.
- ◆ Figures reflect information received as of the date of this report. Late entries will be reflected in future annual reports. For example, the totals for 1997 have been revised to reflect additional information received since publication of the 1997 Annual Report.

Table 1
Exports of Military Goods by Destination
according to Security Groupings and Income
Export Period 01/01/98-31/12/98

Destination*	Value Exported (C\$)	
	1998	%
NATO (except U.S.) **	166 512 522	39.50
AFCLL (except NATO and U.S.)	113 952 744	27.00
Others	141 075 440	33.50
Total	421 540 706	100.00
High-income Countries *** (per capita GNP over US\$8955)	227 944 934	54.07
Middle-income Countries *** (per capita GNP US\$726-\$8955)	193 582 152	45.92
Low-income Countries *** (per capita GNP below \$US725)	13 620	0.01
Total	421 540 706	100.00

* A list of NATO and AFCLL countries is presented in Annex 1.

** Permits are not required for exports of Group 2 (Munitions) to the United States.

*** Statistics and categories are based on the United Nations Development Program Human Development Report 1998.

Chart 1
Exports of Military Goods by Destination Categories
Export Period 01/01/98-31/12/98

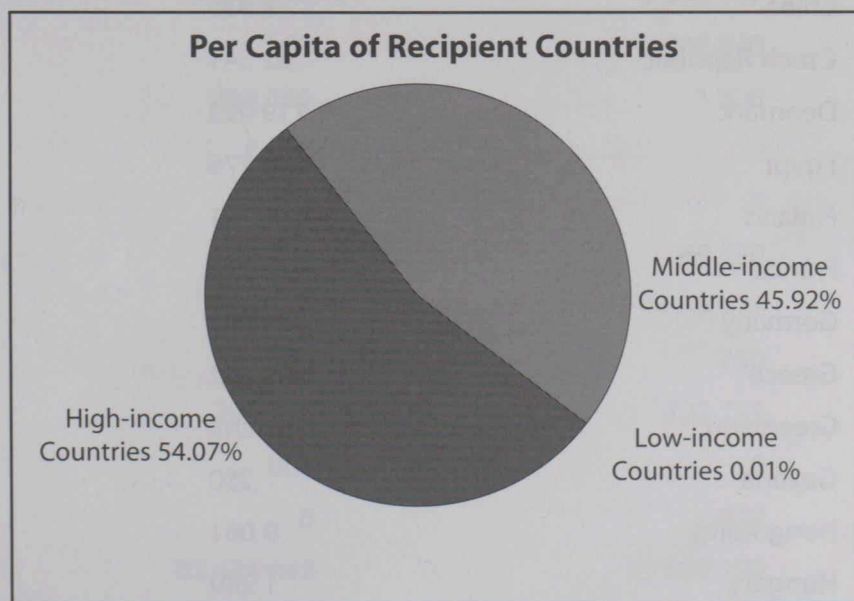
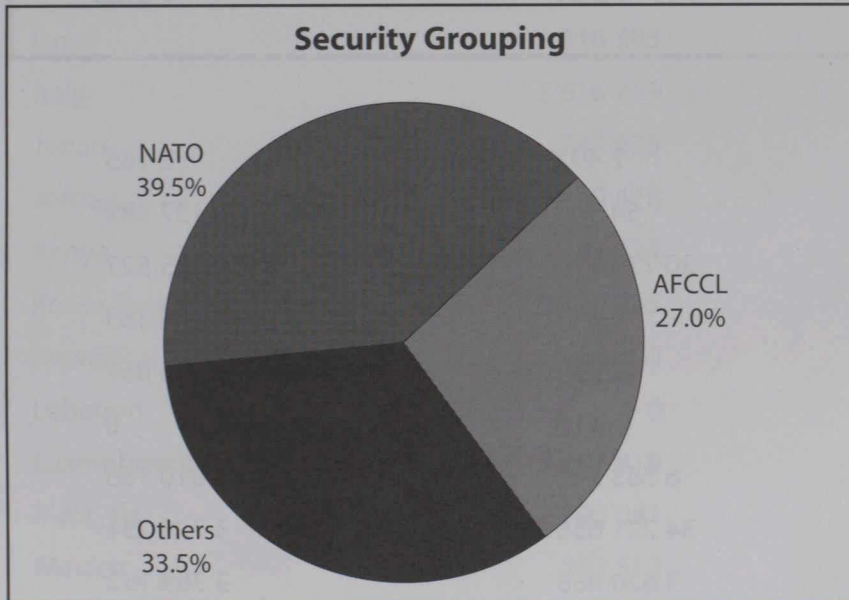


Table 2
Exports of Military Goods by Destination
Export Period 01/01/98-31/12/98

Country	Value Exported (C\$)	
	1997	1998
Andorra	7 492	2 165
Argentina	54 966	137 389
Australia	20 776 219	80 275 527
Austria	9 843	3 240 385
Bahrain	1 755	5 857
Bangladesh	616	0
Belgium	6 663 202	11 010 156
Botswana	34 221 636	3 728 231
Brazil	3 620 968	3 363 152
Brunei	95 000	0
Bulgaria	0	450
Chile	406 866	597 776
China	3 935	814 170
Czech Republic	62 541	794 061
Denmark	9 719 093	6 713 496
Egypt	1 240 276	622 403
Finland	3 636 141	3 511 945
France	5 469 074	15 063 832
Germany	4 784 586	4 400 994
Greece	609 652	1 943 587
Greenland	185 261	255 862
Guyana	250	250
Hong Kong	9 061	370 563
Hungary	1 249	29 511

Country	Value Exported (C\$)	
	1997	1998
Indonesia	190 840	3 559
Ireland	34 738	21 432
Israel	316 393	783 455
Italy	5 616 759	8 840 752
Japan	742 625	3 763 821
Jordan	129 478	187 795
Kenya	87 224	11 820
Korea, Republic of	6 729 465	4 719 275
Kuwait	64 860	492
Lebanon	0	14 000
Luxembourg	2 397 819	3 575 466
Malaysia	2 890 081	91 792 358
Mexico	343 512	1 671 730
Morocco	427 305	171 652
Netherlands	32 363 121	15 023 814
New Zealand	4 680 033	768 978
Norway	6 095 346	8 343 607
Oman	100	467 940
Pakistan	369 696	1 800
Panama	6 000	0
Paraguay	10 138	0
Peru	72 900	69 550
Philippines	368 144	1 069 175
Poland	990	750
Portugal	280 716	122 735
Romania	884	0
St. Pierre & Miquelon	0	670
Saudi Arabia	82 474 645	29 800 192

Country	Value Exported (C\$)	
	1997	1998
Singapore	2 231 404	2 857 066
Slovakia	3 098	0
Slovenia	104 245	0
South Africa, Republic of	525 580	368 204
Spain	344 821	716 554
Sri Lanka	0	250
Sweden	2 678 626	3 877 025
Switzerland	1 059 319	1 166 025
Taiwan	960 718	3 202 336
Tanzania	5 962	0
Thailand	14 680 084	37 174 639
Trinidad & Tobago	0	1 000
Tunisia	1 265	0
Turkey	6 814 848	3 531 616
Ukraine	0	1 600
United Arab Emirates	401 268	4 123 639
United Kingdom	30 712 421	55 703 479
Venezuela	4 689 144	523 106
Vietnam	491 154	0
Zambia	930	0
Zimbabwe	319 700	0
Total	304 267 791	421 354 485

Table 3
Exports of Military Goods by Component Categories
Export Period 01/01/98-31/12/98

Abbreviations

APC	armoured personnel carrier
AS	anti-submarine
CW	chemical weapons
ECM	electronic countermeasures
LAV	light armoured vehicle

Destination ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	
ANDORRA				
2001	2 165			firearms
ARGENTINA				
2001	137 389			firearms
AUSTRALIA				
2001	79 465			firearms
2002	148 500			rocket launchers
2003			3 020 975	large-calibre ammunition components
2004		43 095		mine detectors
2005		537 600		display panels
2009		7 465 909	107 070	ship parts, sonobuoys and sonars
2010			1 609 284	aircraft engines and parts
2011		19 693 819	2 647 673	AS and navigation equipment and parts
2014		44 301 509	599 415	simulator and parts
2017		10 000		scuba systems
2018			11 213	technical data

Destination ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	
AUSTRIA				
2001	1 489			firearms
2003			1 952 000	large-calibre ammunition components
2006			1 286 896	armoured vehicle parts
BAHRAIN				
2003	225			ammunition
2007			5 632	gas mask parts
BELGIUM				
2001	105 559		113 220	firearms and parts
2003			792 825	large-calibre ammunition components
2005			21 496	fire control equipment
2010			3 059 511	aircraft parts
2011		6 375 721	329 605	sonar and parts
2014			450	simulator parts
2017		211 769		scuba systems
BOTSWANA				
2010			3 728 231	aircraft parts
BRAZIL				
2003			1 524 880	large-calibre ammunition components
2010			845 441	aircraft and helicopter parts
2014		992 831		simulator
BULGARIA				
2001	450			firearms

CHILE			
2001	13 246		6 680 firearms and parts
2005		116 500	fire control system
2011			461 350 aircraft engines

CHINA, PEOPLE'S REPUBLIC OF			
2010			40 170 aircraft parts
2011		774 000	radar simulator

CZECH REPUBLIC			
2001	24 770		firearms
2004	769 291		rockets

DENMARK			
2001			414 515 firearms parts
2003	3 730 701		1 553 711 ammunition and parts
2004	1 511		grenade launcher
2006			8 450 APC parts
2008			1 test sample
2009			21 006 sonar parts
2010			983 541 aircraft parts

EGYPT			
2010			563 676 aircraft parts
2011			58 727 electronic parts

FINLAND			
2001	8 937		firearms
2006			314 488 tracks
2010			3 007 247 aircraft parts
2011			150 797 circuit boards
2017		30 476	scuba systems

Destination ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	

FRANCE

2001	135 524			firearms
2003	123 095			ammunition
2004	25 080		157 016	mine detectors, anti-armour system parts
2005			309 250	optical parts
2008			23 340	propellant
2009		2 977 376		sonobuoys
2010			5 529	aircraft parts
2011			451 243	electronic parts
2015		7 460 577	3 395 800	thermal imagers and parts
2018			2	technical documents

GERMANY

2001	651 303		250	firearms and parts
2003	62 500		135 493	ammunition and parts
2004		144		mine detection simulators
2005			64 018	fire control system parts
2006			32 400	engine parts
2009		413 855	45 097	gyroscope and parts
2010		8 770	212 485	aviation-related equipment, aircraft parts
2011			1 098 086	electronic equipment parts
2013		876		helmets
2014			1 230 131	simulator parts
2015			445 585	parts for imaging systems
2018			1	data package

GREECE			
2001	10 236		firearms
2004		2 000	mine detector
2008		9 660	propellant
2009	1 809 180	57 979	sonobuoys, sonar spares
2010		23 650	aircraft parts
2011		30 881	radio parts
2018		1	data package
GREENLAND			
2001	16 100		firearms
2003	17 856		ammunition
2011		221 906	radar parts
GUYANA			
2001	250		firearms
HONG KONG			
2001	3 588		firearms
2007		366 975	gas mask parts
HUNGARY			
2001	29 511		firearms parts
INDONESIA			
2010		3 559	aircraft parts
IRELAND			
2011		21 432	radar parts
ISRAEL			
2003	1 100		training ammunition
2006	43 155		navigation equipment
2009		272 123	naval electronic components
2010		288 258	aircraft parts
2011	28 819		printers
2015	150 000		scanners

Destination ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	
ITALY				
2001	185 862			firearms
2006			135 451	suspension components
2009			1 832 853	mine-sweeper components
2010			3 375 716	aircraft parts
2011			1 410 608	radio and doppler equipment parts
2014			207 560	simulator parts
2017		1 692 702		diving system
JAPAN				
2003	134			ammunition
2004	996 521			missile launchers
2009		38 360		submarine detection equipment
2010			930 938	aircraft parts
2011		260 650	1 535 938	radios, navigation equipment parts
2015			280	imaging system parts
JORDAN				
2001	5 252			firearms
2010			180 000	aircraft parts
2011			2 083	radio parts
2018			460	battery analyser
KENYA				
2010			11 820	aircraft parts
KOREA, REPUBLIC OF				
2003	321 600			anti-armour munitions
2005			1 403 398	thermal imaging and ballistic computer parts

2009	1 275 097	279 162	sonobuoys and ship parts
2010		220 587	aircraft parts
2011		644 408	radio, radar and sensor parts
2014	575 023		threat simulator

KUWAIT

2003	490		ammunition
2011		1	test equipment
2018		1	data

LEBANON

2003	14 000		ammunition
------	--------	--	------------

LUXEMBOURG

2006		119 759	vehicle parts
2010		3 086 098	drone parts
2011		369 609	antenna units

MALAYSIA

2003	27 032 365		rockets
2010		1 344 475	helicopter parts
2014	63 171 597		simulators
2018		1	technical data
2021		243 920	software

MEXICO

2001		679	magazines
2003		1 668 600	large-calibre ammunition components
2010		2 451	aircraft parts

MOROCCO

2010		7 900	aircraft parts
2014		163 752	simulator parts

Destination ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	

NETHERLANDS

2001	3 801 652		1 011 865	firearms and parts
2003	1 380 114		9 193	ammunition and parts
2004			11 080	rocket parts
2005			5 156 060	fire control parts
2009			21 822	ship parts
2010			389 741	aircraft parts
2011			1 789 563	radar parts
2014			748 455	simulator parts
2017		704 269		scuba equipment

NEW ZEALAND

2001	7 528			firearms
2002			3 000	rocket launcher parts
2003	53 458			grenades
2007			3 218	CW protection equipment
2009		195 040		sonobuoys
2010			399 030	aircraft parts
2011			99 113	electronic components
2017		6 207	1 888	scuba and parts
2018			1	technical data

NORWAY

2001	36 010			firearms
2003	620 000		2 256	ammunition and parts
2004			3 501	rocket parts
2005		75 000		laser range finder
2006			4 744 440	APC parts
2009		1 083 024		sonobuoys
2010			28 595	aircraft parts
2011			113 000	electronic parts

2014		925 000	91 361	simulators and software
2017		621 419		scuba equipment
2018			1	data
OMAN				
2004	464 370			rockets
2011			3 570	switches
PAKISTAN				
2010			1 800	aviation-related equipment
PERU				
2011			69 550	radar parts
PHILIPPINES				
2010			1 069 175	aircraft parts
POLAND				
2001	750			firearms
PORTUGAL				
2001	21 602			firearms
2003	4 200			ammunition
2007		3 617		CW protection equipment
2010			55 808	radio beacons
2011			37 507	sonars, doppler equipment parts
2018			1	data
ST. PIERRE AND MIQUELON				
2001	670			firearms
SAUDI ARABIA				
2006			1 543	LAV parts
2010		6 875 000	98 800	helicopter aircraft parts
2011		21 161 048	1 627 212	radio equipment and parts
2014			36 189	simulator parts

Destination ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	
SINGAPORE				
2002			24 922	rocket parts
2004	50 000			rocket launcher
2010		284 195	12 845	aviation-related equipment, aircraft parts
2011		2 281 373	138 864	navigation equipment, electronic components
2014			2 041	simulator parts
2018			1	data
SOUTH AFRICA				
2001	35 712			firearms and parts
2003	12 264			ammunition
2010			103	aircraft parts
2011		320 125		navigation equipment
SPAIN				
2001			1	firearm part
2006			552 167	APC parts
2010			22 386	aircraft parts
2011			142 000	radar parts
SRI LANKA				
2004		250		mine detector
SWEDEN				
2004			1 791	optics
2006			60 063	vehicle parts
2007		4 000	1 480 416	gas mask parts, CW protection
2010			2 330 344	aircraft engine parts
2014			410	simulator parts
2015			1	blueprints

SWITZERLAND

2001	118 689		firearms
2003		747 187	ammunition components
2005		5 510	range finder parts
2006		122 264	vehicle parts
2007	5 033		CW protection equipment
2010	5 375		aircraft parts
2011		105 165	electronic components
2018		2	documents
2021		56 800	software

TAIWAN

2009	424 561		sonobuoys
2010		3 980	aircraft parts
2011		1 153 795	radio components
2014	1 560 000		simulator
2015	60 000		thermal imagers

THAILAND

2001	74 394		firearms
2002		15 680	artillery part
2003	24 201		ammunition
2006		1 527 207	APC and tank parts
2010	34 332 000	809 405	helicopters and parts, aircraft parts
2011		96 409	radio parts
2018		294 709	simulator parts

TRINIDAD AND TOBAGO

2001	1 000		firearms
------	-------	--	----------

TURKEY

2004	2 800		mine detector
2010		3 307 883	aircraft parts
2014		220 933	simulator parts

Destination ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)			Comments
		Support Systems	Parts		
UKRAINE					
2001	1 600				ammunition
UNITED ARAB EMIRATES					
2003	542 000				ammunition
2010			3 581 669		aircraft parts
UNITED KINGDOM					
2001	14 316		10 455		firearms and parts
2002	97 227				rocket launchers
2003	17 355		189 931		ammunition and components
2004	4 294 067		4 000		rockets and parts
2005		1 340 534	52 438		range finders and optics
2006		11 144 995	75 176		fire control systems, vehicle parts
2007		18 118	94 989		chemical detectors, gas mask parts
2009		1 518 387	6 476 932		sonobuoys, sonar and ship parts
2010			10 794 019		aircraft and helicopter parts
2011		1 236 993	8 367 028		navigation and underwater detection equipment, parts
2013		205 881	205 625		helmets and armour
2014		6 743 179	154 966		simulator and parts
2015		2 331 423	290 213		imaging equipment
2017		23 738			scubas and parts
2018			1 494		production technology
VENEZUELA					
2010			523 106		aircraft parts

Table 4
Exports of Military Goods
by Export Control List Item Number
Export Period 01/01/98-31/12/98

ECL Number	Total Value (C\$)	
	1997	1998
2001 (includes 5500)	23 130 996	9 386 373
2002	479 276	27 321 694
2003	20 486 408	18 522 344
2004	3 569 772	6 826 517
2005	11 846 168	9 081 804
2006	82 887 305	20 168 454
2007	2 507 514	1 981 998
2008	415 790	33 001
2009	12 622 910	26 314 893
2010	84 497 736	86 808 077
2011	43 908 116	74 075 721
2013	2 211 674	412 877
2014	6 361 429	122 856 336
2015	2 351 428	14 133 879
2017	2 919 721	3 302 468
2018	264 966	13 179
2021	3 835 569	300 720
Total	304 267 791	421 540 706

Annex 1 List of NATO and AFCCL Countries

NATO Countries *

Belgium
 Canada
 Czech Republic
 Denmark
 France
 Germany
 Greece
 Hungary
 Iceland
 Italy
 Luxembourg
 Netherlands
 Norway
 Poland
 Portugal
 Spain
 Turkey
 United Kingdom
 United States

AFCCL Countries **

Australia
 Belgium
 Denmark
 France
 Germany
 Italy
 Netherlands
 Norway
 Saudi Arabia
 Spain
 Sweden
 United Kingdom
 United States

* North Atlantic Treaty Organization

** Automatic Firearms Country Control List

Annex 2

List of Wassenaar Arrangement Countries

Argentina	Luxembourg
Australia	Netherlands
Austria	New Zealand
Belgium	Norway
Bulgaria	Poland
Canada	Portugal
Czech Republic	Romania
Denmark	Russia
Finland	Slovakia
France	Spain
Germany	Sweden
Greece	Switzerland
Hungary	Turkey
Ireland	Ukraine
Italy	United Kingdom
Japan	United States
Korea, Republic of	

Annex 3

Description of ECL Group 2 (Munitions)

ECL Item No.	Description
2001	Small arms and automatic weapons such as pistols, revolvers and rifles, including certain firearms for sporting and competition purposes and accessories.
2002	Large-calibre armaments such as projectile launcher systems and components.
2003	Ammunition for armaments covered by Items 2001 and 2002.
2004	Bombs, torpedoes, rockets, missiles, military pyrotechnics, demolition charges and components.
2005	Fire control radars, range finding sensors, ballistic computers and related alerting and warning equipment specially designed for military use, and parts and components.
2006	Military vehicles such as armoured personnel carriers and military transport trucks, related equipment and components.
2007	Equipment and components, such as masks and protective clothing, for detection and defence against radioactive materials and biological and chemical agents.
2008	Explosives and fuels including precursors specially designed for military purposes.
2009	Military vessels and specially designed parts and components such as engines, navigation systems and sonar equipment.
2010	Military aircraft and helicopters, including transport aircraft, aero-engines, parachutes and related parts and components.
2011	Electronic equipment for military use such as communications equipment and radar systems.
2012	High-velocity kinetic energy weapons systems and related components.
2013	Armoured or protective equipment such as body armour, military helmets and bomb disposal suits and associated components.

ECL**Item No.****Description**

2014	Specialized equipment for military training or for simulating military scenarios, such as computerized trainers, aircraft and vehicle simulators, components and accessories.
2015	Imaging or imaging countermeasure equipment, including photographic, thermal imaging equipment and specially designed components.
2016	Forgings, castings and semi-finished products specially designed for the products covered by Items 2001, 2002, 2003, 2004, 2006 and 2010.
2017	Miscellaneous equipment, technical databases, diving apparatus, construction and field engineering equipment specially designed for military use, robotic equipment and components.
2018	Equipment and technology for the production of ECL Group 2 products.
2019	Directed energy weapons systems.
2020	Cryogenic and superconductive equipment and specially designed components and accessories.
2021	Software specially designed for military applications (formerly 2024).
2022	Technology.

Annex 4 Additional Information

Below is a list of Web sites where further information or other points of view may be found.

Visit the Export and Import Controls Web site:

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

Links to a variety of DFAIT and other sites relating to arms control and international security issues can be found through the DFAIT home page at:

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/menu-e.asp>

Some other web sites with data and diverse views on this and related issues include:

Canadian Aerospace Industries Association:

<http://www.aiac.ca>

The Canadian Defence Industries Association:

<http://www.cdia.ca>

Canadian Firearms Centre (includes information on firearms control in Canada):

<http://canadianfirearms.com>

Project Ploughshares:

<http://www.ploughshares.ca/>

Saferworld:

<http://www.gn.apc.org/sworld>

The Stockholm International Peace Research Institute:

<http://www.sipri.se>

The United Nations:

<http://www.un.org>

Wassenaar:

<http://www.wassenaar.org>

Notes

Notes

Annex 4 Additional Information

Some of the Web sites where further information or other points of view may be found:

The American and Israeli Control Web Site
<http://www.fact.org.il/>

State the results of ICA and other relevant information (for internal security)
more can be found through the ICA homepage
<http://www.ica.org/>

Some other web pages with data and diagrams views on the situation:

Global Security Information Association
<http://www.gsi.org/>

The American League for the People's Republic of
<http://www.alp.org/>

Canadian League for the People's Republic of
<http://www.clp.org/>

Project Peace Center
<http://www.projectpeace.org/>

International
<http://www.ica.org/>

The International Information Center for the People's Republic of
<http://www.iiic.org/>

The United Nations
<http://www.un.org/>

For more
<http://www.ica.org/>